

## Article

---

« De l'antique agora vers l'agora en -tique? Les avatars de la démocratie / From Ancient Agora to High-Tech Marketplace Transformations in Democracy »

Gérard Métayer

*Sociologie et sociétés*, vol. 16, n° 1, 1984, p. 103-114.

Pour citer cet article, utiliser l'adresse suivante :

<http://id.erudit.org/iderudit/001499ar>

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

---

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <http://www.erudit.org/apropos/utilisation.html>

---

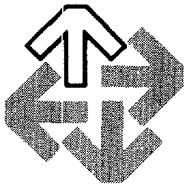
Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : [erudit@umontreal.ca](mailto:erudit@umontreal.ca)

---

# De l'antique agora vers l'agora en -tique?

## Les avatars de la démocratie



GÉRARD MÉTAYER

---

L'agora, place publique où se tenaient les assemblées politiques au cœur des cités de la Grèce antique, est restée le symbole de la démocratie, sous les formes successives qu'elle prit à travers l'histoire. C'est ainsi que transplantée du soleil méditerranéen aux brumes de la Nouvelle-Angleterre, elle devint salle municipale pour les «*city hall meetings*», dont Tocqueville, au siècle dernier, a vanté l'exemplarité démocratique.

Une longue tradition associe donc l'idéal démocratique à la possibilité donnée à chacun (et chacune) de participer aux débats sur la place publique. Les restrictions opposées à cette possibilité mesurent l'écart entre l'idéal et la réalité historique: le peuple des esclaves était exclu des assemblées d'hommes libres où Démosthène exerçait ses talents d'orateur, et sans titre de propriété, on n'était pas admis aux «*city hall meetings*» décrits par Tocqueville. Dans les gros villages que seraient pour nous les cités de l'Antiquité, comme dans la Nouvelle Angleterre rurale que connut Tocqueville, ces restrictions traduisaient une volonté politique, c'est-à-dire un rapport de forces.

En va-t-il de même dans les sociétés industrielles contemporaines, où le gigantisme des cités et des états impose ses propres contraintes «objectives» à la pratique d'une démocratie directe? Imagine-t-on le peuple de MONTRÉAL (ou de n'importe quelle autre ville moderne) réuni pour discuter de ses affaires dans une salle municipale? Cette évidence énorme, masquant par l'ampleur de sa banalité toute interprétation plus compréhensive, a ponctué la croissance des sociétés industrielles d'une floraison saisonnière d'utopies technicistes: chaque constat des dégâts provoqués par le progrès<sup>1</sup> était bientôt suivi de l'espoir qu'un nouveau progrès technique allait les réparer. Ainsi par exemple le dépérissement de la «*grass-root democracy*» naguère enracinée dans les prairies du nouveau monde, mais incapable désormais de trouver sa nourriture sous le béton des mégalo-poles américaines, fit-il jaillir au début des années 70 une multitude de projets et d'expériences: leur tentative commune était, grâce aux nouvelles techniques de communication proposées par les ingénieurs, de reconstituer des communautés vivantes, prenant en charge leurs affaires tout en s'intégrant dans la «grande société» américaine. Aux individus éparpillés par l'urbanisme automobile et isolés face aux écrans de leurs téléviseurs, les «nouveaux réseaux» restitueraient une «nouvelle citoyenneté» en les rassemblant sur «l'agora électronique» promise par l'essor des «techniques en -tique» (informatique, médiatique, privative, télématique, ...)

---

1. CFDT, *les Dégâts du progrès*, Paris, Seuil, 1977, 316 p.

J'évoquerai dans cet article quelques unes de ces tentatives, dans les principaux pays industrialisés où des expériences se sont déroulées.

J'essaierai alors d'en interpréter l'échec, moins en référence à des repères intellectuels dont je discerne l'éminence sans en reconnaître tous les aspects<sup>2</sup>, qu'à partir de l'évolution des techniques et de leurs applications.

En citant les livres des nombreux auteurs qui, en ces temps de crise, s'interrogent sur le devenir de nos sociétés, je chercherai enfin les chemins où la vie politique pourrait s'engager pour introduire en bonne place parmi les «futurs en -tique<sup>3</sup>», l'idéal démocratique.

### TECHNOLOGIE DES COMMUNICATIONS ET INGÉNIERIE SOCIALE

La civilisation industrielle a curieusement transformé la nature et le rôle de l'agora: dans les «démocraties» populaires, c'est devenu la place rouge, où, signe de puissance pour la bureaucratie régnante, se déplaient défilés militaires et manifestations programmées; les débats publics ont disparu sous les interminables discours des dignitaires du régime dont l'éloquence codifiée sature, sans réplique possible, l'ensemble des médias. Périodiquement, la pression de l'opinion publique y fait jaillir un geyser de révolte, qu'une «normalisation» musclée pétrifie bientôt dans le mutisme sépulcral imposé par la dictature du prolétariat ...

Dans les «démocraties» occidentales, l'agora s'est adaptée au modèle hégémonique de consommation de masse et de communication de masse que la technocratie dominante a diffusé dans le monde entier: c'est devenu le centre commercial entouré de parcs de stationnement, où les foules viennent contribuer avec civisme à la croissance économique de la société d'abondance, avant de s'isoler dans leur auto pour regagner l'isolement de leur télévision; les débats publics ont cédé la place aux spectacles montés pour les campagnes électorales, par les professionnels de la publicité, dont les performances s'affichent au «hit-parade» des vedettes politiques. Parfois pourtant, un bouillonnement de contestation traverse l'opinion publique, y réveille dans un ghetto urbain, dans une communauté rurale, loin de favoriser le consensus social, aboutit à son fractionnement en microsociétés isolées, voire hostiles. Et lorsqu'elle disparaît, ne subsiste qu'un tissu social en lambeaux, un agrégat atomisé d'où disparaît toute solidarité humaine, règne de l'insécurité et de la peur.

La vague d'éruptions sociales qui parcourut le monde industrialisé à la fin des années 60 déclencha, selon les régimes politiques, les réactions appropriées à leur survie: à l'est, le printemps de Prague fit place à la normalisation bureaucratique; à l'ouest, les mouvements de contestation de la technocratie justifèrent l'essor de l'ingénierie sociale et de l'expérimentation technologique.

Cet essor fut particulièrement rapide en Amérique du Nord; les compagnies de télévision par câble multiplièrent les canaux et les studios de production locale, relayant les nombreux groupes d'étudiants, de marginaux ou de travailleurs sociaux qui s'essayaient au maniement des nouveaux magnétoscopes portables, venus du Japon et s'engageaient, pour certains, dans un mouvement de «vidéo guérilla». Des expériences de télévision interactive furent lancées, réponse technologique au livre publié sous le titre «Comment répondre à votre téléviseur<sup>4</sup>», par un jeune commissaire de la Federal Communication Commission, qui prônait la démocratisation de la télévision et le libre accès du public aux médias électroniques.

Deux exemples caractéristiques peuvent illustrer ces tentatives de régler des problèmes de société par la technologie: le projet «Minerve» proposé par le professeur Etzioni, de l'Université Columbia à New York, visait à reconstituer électroniquement les conditions de participation au débat démocratique. Ce «Forum électronique» était une combinaison très imaginative de réseaux de câblodistribution et de télécommunications, associés à des terminaux de vote à distance et à des logiciels de conférences assistées par ordinateurs. Il fit l'objet de contrats de recherche, d'expériences et de prototypes, puis tomba dans l'oubli — pour renaître quelques années plus tard, sous une autre forme et dans une autre perspective, comme nous le verrons plus loin.

L'autre projet est celui d'un prestigieux technologue, Peter Goldmark, l'«inventeur» du disque microsillon, puis de l'ancêtre malheureux des vidéo-disques actuels, le procédé EVR (Electronic

2. Notamment, la critique pertinente qu'a faite Pierre Bourdieu du concept de délégation, ou le rôle idéologique justement attribué par Jürgen Habermas à la science et à la technique.

3. Gérard Métayer, *Futurs en tique*, Paris, Éditions ouvrières, 1982, 176 p.

4. Nicholas Johnson, *How to Talk Back to your Television Set*, New York, Bantam Books, 1970, 245 p.

Video Recording) dont l'échec technico-commercial coûta très cher à l'industrie des communications, il y a une dizaine d'années. Son projet, baptisé «*new rural society*» connut un début de réalisation dans le Connecticut, près de la ville de Stamford où Peter Goldmark avait installé son bureau. Il s'agissait, au moyen d'un réseau de télécommunications à grande capacité, et d'une gamme de terminaux adaptables à ce réseau, de reconstituer électroniquement dans cette campagne peuplée de «commuters» travaillant dans les grands centres urbains voisins, les conditions d'une vie citadine active sans endommager l'environnement rural. Installer la ville à la campagne, en somme, en évitant les coûteuses et pénibles «migrations alternantes» grâce au télétravail, en réactivant la vie locale grâce aux échanges vidéophoniques et aux programmes locaux de télévision, et, bien entendu, en améliorant au passage le fonctionnement de la démocratie locale. Le sort de la «*new rural society*» ne fut pas plus enviable que celui du «forum électronique», mais donna naissance lui aussi, à des rejets économiquement plus viables.

Ces rejets appartiennent tous à la même famille technologique, celle des réseaux de télévision à péage, secteur prospère de l'industrie américaine des communications. Pour accroître leur marché et la valeur ajoutée de leurs services, la plupart des réseaux de télévision par câble proposent ou projettent un système interactif et payant de programmes à la demande. Certains ont recours au simple téléphone, comme moyen d'interaction vocale entre le téléspectateur et le centre de diffusion.

D'autres utilisent une interaction informatique entre un clavier manipulé par le téléspectateur et un ordinateur d'exploitation au centre de diffusion, la liaison étant établie par le réseau téléphonique, comme dans un système vidéotex, ou par une «voie de retour» du réseau de câblodistribution. Les premiers systèmes de ce type ont été expérimentés dès le début des années 70, par exemple le prototype mis au point par la Mitre Corporation à Reston, banlieue résidentielle de Washington. Il s'agissait d'un système fonctionnellement analogue à celui de l'expérience Française de Vélizy dont la population rappelle curieusement, par sa structure socioprofessionnelle, celle de Reston: la loi du marché est une dure loi, et contraint à rechercher les groupes leaders, susceptibles de lancer la consommation d'un service nouveau, là seulement où ils se trouvent, dans les «classes moyennes supérieures» culturellement et financièrement perméables aux nouveautés coûteuses ... Depuis, on est passé des prototypes aux applications commerciales, comme celle de Columbus dans l'Ohio. Le système de Columbus a hérité de ses ancêtres etzoniens ou goldmarkiens les canaux de télévision communautaire ou de nouvelles locales — mais ils semblent principalement consacrés aux petites annonces et à la publicité locale — et un dispositif de vote à distance — mais il semble surtout servir aux enquêtes de marketing et autres sondages d'opinion. À vrai dire, sa raison d'être et son mode d'utilisation principal n'ont plus rien à voir avec la communication sociale ou la démocratie locale: c'est d'abord un très efficace réseau de distribution pour les programmes de télévision, payants et «à la carte» — compétitions sportives, films de cinéma, spectacles de tous ordres, y compris bien sûr pornographiques.

Pour qui observe depuis une douzaine d'années l'évolution des systèmes de communications électroniques en Amérique du Nord, et tente, au-delà de la fascination que suscitent toujours la rapidité et la variété des mouvements apparents de la société américaine, de discerner la portée réelle de cette évolution sur cette société, la conclusion est nette: si la nouvelle technologie n'y a rien changé aux conditions d'exercice de la démocratie locale, elle y a par contre ouvert de nouveaux marchés de consommation, dont le développement semble désormais drainer les énergies et les subsides naguère consacrés, durant une courte pause, à l'écoute des voix aujourd'hui couvertes par le tintamarre publicitaire.

Au Japon, avec quelques années de décalage, l'expérimentation de systèmes de télévision interactive s'engagea d'emblée dans la perspective de commercialiser de nouveaux produits et services. Les deux principales opérations, financées respectivement par le ministère de l'Industrie et du Commerce extérieur (à Higashi-Ikoma, près d'Osaka) et par le Nippon Telegraph and Telephone (à Tama près de Tokyo), furent clairement présentées comme des test de marché: «Il s'agit d'une occasion exceptionnelle de vérifier la possibilité et la rentabilité des nouveaux services de communications considérés en tant qu'affaire commerciale<sup>5</sup>.» Le caractère très particulier de la vie politique au Japon, où derrière le paravent d'institutions démocratiques importées d'Occident, se joue la lutte entre les factions au pouvoir et l'opposition extra-parlementaire des associations d'habitants,

5. Gérard Métayer, «Vidéo communication ou vidéoconsommation — l'expérience japonaise», *Communications*, n° 21, Paris, 1974, pp. 196-204.

explique sans doute que les technologies de la communication n'y soient pas considérées comme des facteurs réparateurs d'une stabilité sociale jamais encore compromise, même lors des manifestations étudiantes ou écologistes les plus dures :

La scène politique japonaise ressemble à un décor en trompe-l'œil : derrière la façade calme et imposante du parti dominant, il y a les rivalités de factions et les scandales financiers ; dans les coulisses, en marge de la vie politique officielle, l'intense bouillonnement des initiatives locales et des mouvements d'habitants se développe. La Constitution dictée par les Américains (aucun japonais n'ignore que c'est Mac Arthur lui-même, qui en a écrit le texte), la corruption évidente qui sévit au sein de la classe politique, l'absence de perspectives d'alternance ont conduit à cette répartition des rôles<sup>6</sup>.

Totalement étranger à la pratique et à la tradition politiques japonaises, le symbole de l'agora, de la scène publique où se joueraient les affrontements et se prendraient les décisions, n'a pas servi de justification au déploiement des produits et services nouveaux de la communication électronique.

Il en fut tout autrement en France, où le mythe de «l'agora électronique» se chargea des illusions bientôt dissipées d'une amélioration de la communication sociale et du débat politique : toute une littérature, à laquelle je dois avouer ma contribution<sup>7</sup>, explora les possibilités qu'offrait la technique pour corriger les effets d'une longue tradition jacobine. Puis, avec quelque retard, mais avec la concentration de moyens que la technocratie française sait obtenir pour engager de «grands projets» nationaux, une série d'expériences furent lancées à partir de 1978, dans le sillage du célèbre rapport sur l'informatisation de la société<sup>8</sup>. Annuaire et monnaie électroniques, télévision par câble et par satellites, télécopie, vidéotexte, vidéo-transmission et visiophonie, ... il n'est guère de nouveau service télématique dont l'expérimentation n'ait mobilisé les ingénieurs, mais aussi les économistes et les sociologues, de Grenoble à Rennes, de Biarritz à Lille, de Metz à Nantes, en passant bien sûr par ce haut lieu de la télématique qu'est Vélizy, en région parisienne.

Pourtant, avec cinq ans de recul, le premier bilan n'est pas encourageant :

La France est certainement un des pays industrialisés le plus en avance dans l'expérimentation des nouvelles technologies de l'information.

Pourtant un examen plus approfondi de l'usage des techniques nouvelles conduit à un bilan consternant : nulle part ces applications ont entraîné la moindre dynamique sociale ou culturelle. On a au contraire l'impression que ces expériences se sont moulées dans les structures et les relations actuelles, qu'elles éludent systématiquement les questions de redistribution du pouvoir, de rééquilibrage entre groupes économiques et sociaux<sup>9</sup>.

En poursuivant le tour des principaux pays industrialisés, on pourrait multiplier les exemples d'échecs ou de désillusions — bien rares sont les cas où les nouvelles techniques ont servi la communication sociale ou le débat politique, même s'il est possible d'en citer dans certains pays comme le Canada, les Pays-Bas ou la Suède. Au contraire, la diffusion de ces techniques suscite la crainte d'une aggravation des déséquilibres existants dans la communication entre peuples ou groupes sociaux, qu'un rapport de l'UNESCO («voix multiples, un seul monde») cherche à conjurer en proposant d'inscrire le «droit à communiquer» parmi les droits de l'homme ... comme l'écrit avec humour François Billetdoux dans la préface d'un de mes livres : «On pressent qu'un jour ou l'autre, le libre arbitre pourrait faire l'objet d'une proposition de loi<sup>10</sup>.»

Cet apparent paradoxe d'une technologie des communications risquant de détériorer la communication ne peut être levé qu'en replaçant son développement dans son contexte économique et social, celui de la «Crise» où s'enlise le monde industrialisé.

6. Frédéric Bricnet, Jean-Pierre Cendron, *Japon : sabre, paravent, miroir*, Paris, Éditions ouvrières, 1983, 200 p., p. 147.

7. Par exemple, dans une série d'articles publiés dans *le Monde* de février à octobre 1972 : «Télévision par câble : l'abondance pour quoi faire?» ; «La société câblée : communication meilleure ou consommation accrue?» ; «Comment converser avec son poste de télévision» ; «Vers une télévision communautaire?».

8. Simon Nora, Alain Minc, *L'informatisation de la société*, Paris, Documentation française, 1978, 162 p.

9. René Eksl, Gérard Métayer, «Modernisme technique et conservatisme social», *Futuribles*, n° 65, Paris, avril 1983, pp. 3-22.

10. Gérard Métayer, *la Société malade de ses communications*, Paris, Dunod, 1980, 223 p.

## UN NOUVEAU MARCHÉ: LA COMMUNICATION SOCIALE:

La technologie des communications électroniques pourrait bien en effet fournir à l'économie des états industriels menacés par la récession l'occasion de la relance tant attendue: prenant le relai de la «filiale» automobile et pétrolière qui, plusieurs décennies durant, assura l'expansion continue des marchés et de la production, mais se trouve à présent menacée par la pénurie des matières premières et le renchérissement de l'énergie, la «filiale électronique» réunit en effet les conditions d'une «nouvelle croissance», c'est-à-dire d'une nouvelle accumulation du capital industriel. Elle offre de nouveaux débouchés pour des produits et services moins gourmands de matière première et d'énergie, et mieux adaptés à ce type de consommation qui, contrairement à la consommation des biens matériels, peut être indéfiniment accrue: celle des biens culturels ou symboliques. Elle permet par ailleurs d'introduire de nouvelles machines et méthodes de production génératrices de gains de productivité importants, principalement dans ce secteur de l'économie parfois appelé «secteur quaternaire». Ce secteur rassemble les activités liées à l'information, et s'est gonflé pléthoriquement au cours du demi-siècle écoulé, au point de rassembler plus de la moitié de la population active des pays les plus industrialisés — précisément parce que la productivité dans ce secteur s'est accrue beaucoup moins vite que dans les secteurs agricoles et industriels, soumis à une capitalisation plus rapide. Constaté que le capital investi par poste de travail aux USA est dix fois moindre pour un employé de bureau (2 500\$) que pour un ouvrier d'usine (25 000\$) c'est découvrir un nouvel Eldorado pour les industries d'équipement bureautiques, informatiques ou télématiques ...

Pour toute une technocratie fascinée par la puissance américaine et souvent acculturée par ses études ou ses voyages à ce modèle hégémonique, il n'est pas d'hésitation possible: si l'état industriel qui a exporté sa «révolution automobile», dans le monde entier, y bouleversant les conditions de travail et les modes de vie, chamboulant l'espace des villes et démenageant l'espace rural, y transformant les mentalités et les sensibilités, si donc les États-Unis sont maintenant en pleine «révolution électronique», il faut vite relever le défi et, avant même d'être atteint par le déferlement de la «3<sup>e</sup> vague<sup>11</sup>» de colonisation économique et culturelle, se conformer à son orientation et se fondre dans le courant qu'elle imprime à l'histoire. Ainsi, sur le plan symbolique au moins, cette révolution importée sera-t-elle nationalisée: même si les banques de données où nous irons puiser notre information restent, comme c'est probable, établies en Californie ou en Virginie, du moins les réseaux qui nous permettront d'y accéder seront-ils aussi nationaux que les autoroutes sur lesquelles nous brûlons dans nos automobiles le pétrole vendu par des groupes américains! Le «miracle japonais» tient en partie à l'application intelligente de cette stratégie, qui se retrouve aussi dans la fascination exercée par le Japon sur la technocratie occidentale.

Or, cet exemple japonais donne à réfléchir sur les ravages que pourrait provoquer dans nos sociétés la marchandisation des rapports sociaux inévitablement liée à l'ouverture des nouveaux marchés de la communication. La spectaculaire croissance du niveau de vie et de la consommation marchande au Japon s'est accompagnée d'un émiettement des solidarités traditionnelles et d'une dégradation relative de la situation des «laissés-pour-compte» de la croissance (les femmes victimes d'une discrimination économique et sociale avilissante, les jeunes soumis dès l'école à la pression d'une compétition acharnée, les vieillards exclus de la vie familiale). La «société de communication» japonaise, avec ses journaux tirant à 60 millions d'exemplaires et ses 90 chaînes de télévision commerciales fonctionnant jour et nuit, est aussi celle du conformisme idéologique et des affrontements violents entre le pouvoir politique corrompu mais inexpugnable du Parti libéral démocrate, et les mouvements d'étudiants ou d'habitants. C'est surtout une société coupée de ses racines culturelles, dont les traditions et les valeurs se dissipent au profit des standards importés de «l'américan way of life» — publicités rédigées en anglais, stéréotypes physiques tels ces mannequins blonds, aux yeux bleus, qu'on voit dans les vitrines, habitudes alimentaires occidentales...

Le standard de communication sociale fourni par ce «modèle» américain, un reportage<sup>12</sup> publié voici quelques années sur un des premiers réseaux de télévision interactive, celui de Columbus, en donne une image peu rassurante:

«On n'a même plus besoin d'aller dans les magasins pour faire les commissions, un des canaux diffuse 24 heures sur 24 des images de produits et il suffit d'appuyer sur le bouton qui correspond à ce qu'on désire ...

11. Alvin Toffler, *la Troisième Vague*, Paris, Denoël, 1980, 624 p.

12. Jérôme Diamant-Berger, «La nouvelle télévision est née à Columbus», *Télérama*, Paris, Janvier 1979.

Au printemps dernier, je me suis fracturée la hanche en tombant dans la rue. Cinq voitures sont passées devant moi et ne se sont pas arrêtées. J'étais par terre et je criais. J'ai été obligée de ramper sur mes coudes jusqu'à chez moi et de passer au moins cinq coups de fil pour que quelqu'un vienne m'aider...

J'ai été élevée dans un village, pas loin d'ici, où je me sentais plus en sécurité qu'à Columbus. Je me souviens des samedis et des dimanches soir à la maison, quand il y avait 30 ou 40 personnes à dîner, j'adorais ça. Nos enfants, maintenant, ne connaissent même pas leurs cousins ...

Je sais immédiatement si je fais partie de la majorité ou de la minorité. Si j'ai appuyé sur le bouton de la minorité, c'est que je dois avoir tort quelque part. Je préfère être dans la majorité...

Cette interview d'une des premières utilisatrices des nouveaux réseaux de communication n'a certes pas valeur générale, mais elle illustre bien les dangers potentiels d'une marchandisation de la communication sociale:

- survalorisation de la consommation informationnelle
- appauvrissement des relations directes et des solidarités de voisinage
- réduction électoraliste du débat politique (vote électronique)
- renforcement des conformismes en absence de débat réel (attraction majoritaire).

Quel est le sens d'un «référendum électronique permanent» opéré dans les mêmes conditions, avec le même appareillage, en réponse au même genre de sollicitations publicitaires, et avec le même niveau d'implication ou de réflexion que la commande d'un paquet de lessive? La quincaillerie des communications mise en œuvre dans les projets d'agora électronique ne réduit-elle pas, par le truchement du média lui-même, les débats politiques à de simples transactions commerciales?

Loin de ranimer la vie civique en favorisant la participation des citoyens à l'élaboration démocratique des décisions, ces réseaux électroniques risquent fort de ramener le débat politique, au mieux à une sorte de consumérisme, au pire à une affaire de spécialistes en marketing: rien d'étonnant à cela, la conception même de ces réseaux les destine non pas aux échanges d'opinion, mais aux échanges commerciaux.

«*Big Brother*» ne serait-il, après tout, que l'instrument d'un totalitarisme nouveau: la marchandisation généralisée des rapports sociaux? En Amérique du Nord comme en Europe, ou au Japon, la généralisation des premières applications expérimentales de la «monétique» (substitution des transactions électroniques à la monnaie) est annoncée pour ... 1984! La fiction d'Orwell pourrait trouver une concrétisation inattendue dans l'ordre unificateur qu'une technostructure maîtrisant les techniques de communication électronique saurait imposer aux sociétés de consommation.

Dans un ouvrage très lucide publié voici cinq ans, alors que son parti politique était dans l'opposition, Jacques Attali décrivait ainsi ce qu'il appelait «le capitalisme d'autosurveillance<sup>13</sup>»:

Dans ce nouvel avatar, le capitalisme appréhendera une part plus grande de la société. Par l'usage des nouvelles technologies, il recréera les conditions nécessaires pour produire efficacement des machines et des hommes. De nouveaux réseaux se substitueront aux anciens pour produire une demande de marchandises nouvelles. L'énergie deviendra plus nécessaire et sera plus gaspillée. Le travail des médecins, des professeurs, et d'autres créateurs de rapports sociaux se transformera en travail fabricant des objets avec lesquels chacun pourra organiser sa propre surveillance, sa propre aliénation. Le capitalisme nouveau sera d'autosurveillance.

À ce «capitalisme nouveau», il opposait le modèle de socialisme qu'il souhaitait et qu'il appelait «société relationnelle». Devenu trois ans plus tard conseiller d'un président de république socialiste, il ne semble pas avoir ralenti la progression vers le capitalisme nouveau qu'il dénonçait: le président Mitterrand ne prononça-t-il pas, lors du «sommet de Versailles» de juin 1982, un hymne à la nouvelle croissance capitaliste, créatrice d'une nouvelle demande grâce au progrès technologique?

Les politiques dites d'austérité freinent le progrès technologique en décourageant les investissements à long terme créateurs d'une nouvelle demande, alors qu'il nous faut répondre à la révolution technologique en encourageant les investissements industriels privés et publics.

13. Jacques Attali, *la Nouvelle Économie française*, Paris, Flammarion, 1978, 250 p., pp. 109 et 169.

C'est une mobilisation sans précédent du capital vers l'industrie et la recherche que nous devons réaliser...<sup>14</sup>

Désarmés devant une crise économique mondiale qui s'éternise, les hommes politiques de droite comme de gauche semblent incapables d'en trouver l'issue, sinon dans une «fuite en avant» productiviste, grâce à l'ouverture des nouveaux marchés promis par la révolution «technétronique» annoncée par un autre conseiller d'un autre président, dans un autre pays...<sup>15</sup>

La société postindustrielle devient une société technétronique: c'est-à-dire une société dont la forme est déterminée sur le plan culturel, psychologique, social et économique par l'influence de la technologie et de l'électronique — tout particulièrement dans le domaine des ordinateurs et des communications.

Pour l'ancien conseiller de l'ex-président Carter, instigateur de «l'alliance trilatérale» entre les USA, le Japon et l'Europe occidentale, cette révolution technétronique était avant tout le moyen qui permettrait à l'ordre industriel mondial dominé par les États-Unis, de préserver — ou d'accentuer — sa puissance, sans considération des déséquilibres géopolitiques ni des tensions sociales qu'elle provoquerait. Pourtant, l'observation de ces déséquilibres et de ces tensions suggère qu'une autre «sortie de crise» pourrait être imaginée, dont le «projet explicite de passer à une société pluraliste, décentralisée, autonome, libérant l'épanouissement incertain de chacun, faisant du temps vécu une valeur d'usage et non plus une valeur d'échange<sup>16</sup>» proposé par Jacques Attali, se retrouve dans les livres de nombreux auteurs d'origines et d'orientations diverses.

#### L'ORDRE INDUSTRIEL, OBSTACLE À LA DÉMOCRATIE?

Leur point de départ commun est un constat d'échec: les sociétés industrielles se sont fourvoyées au fond d'une impasse, dont on ne pourra sortir en continuant de progresser dans la même direction — il faut trouver une autre voie. Les titres de plusieurs ouvrages récents, sont significatifs de cette recherche:

*Pour sortir du vingtième siècle* (Edgar Morin)

*Changer de révolution* (Jacques Ellul)

*Les Chemins de la vie* (Joël de Rosnay)

*Les Chemins du paradis* (André Gorz)

Ces auteurs, comme plusieurs autres observateurs, convergent à partir de prémisses différentes vers le même diagnostic, exposé par Alvin Toffler en ces termes, dans *la Troisième Vague*:

Le conflit décisif n'oppose pas aujourd'hui les régimes capitalistes et communistes mais, d'un côté les réactionnaires de gauche et de droite qui veulent sauvegarder à tout prix l'ordre industriel et, de l'autre côté, les populations de plus en plus importantes qui prennent conscience que les problèmes les plus pressants — l'alimentation, l'énergie, la pauvreté, l'écologie, le désarmement, la crise des systèmes urbains, le besoin d'une activité productrice — ne peuvent trouver leur solution dans le cadre de l'ordre industriel<sup>17</sup>.

Jugement accablant pour le fonctionnement des «démocraties» occidentales ou populaires, dont les dirigeants politiques soucieux avant tout de préserver l'ordre industriel qui garantit leur puissance, restent aveugles et sourds aux manifestations d'opposition d'une part croissante des populations (comme, par exemple en Europe, les spectaculaires mouvements pacifistes dont l'ampleur, même si la stratégie soviétique en tire parti, ne saurait s'expliquer seulement par la manipulation communiste sur des foules naïves...)

Cette ignorance, volontaire ou non, des hommes politiques à l'égard de revendications qu'ils ne peuvent satisfaire ou d'orientations dont ils ne discernent pas la portée, n'est pourtant pas l'expression d'une habileté machiavélique ou, au contraire, d'une sottise bornée: elle traduit plutôt le fait que la scène publique n'est plus le lieu où sont prises les grandes options politiques. Les centres de décisions dont dépendent les principaux choix politiques concernant l'alimentation, l'énergie, le niveau de vie, la défense nationale, l'urbanisme, l'emploi, ... sont confinés dans des

14. François Mitterand, Discours au sommet de Versailles, *le Monde*, Paris, 6-7 juin 1982, p. 2.

15. Zbigniew Brzezinski, *la Révolution technétronique*, Paris, Calmann-Levy, 1971, 384 p., p. 28.

16. Jacques Attali, *op. cit.*

17. Alvin Toffler, *op. cit.*

institutions dont le statut public ou privé ne change rien au caractère bureaucratique ou technocratique de leur fonctionnement.

Or la technostructure qui détient le pouvoir dans ces institutions a perdu prise sur la réalité et les événements: les énormes flux d'informations que produisent et échangent ces organisations géantes dépassent la capacité de synthèse de leurs «décideurs» qui, au fond de «l'impasse industrielle» où les a conduit leur appétit de puissance, tentent de préserver l'illusion de leur leadership:

L'ignorance chronique des «décideurs» ne tient pas à une difficulté d'accès aux données, difficulté que des moyens techniques pourraient encore une fois supprimer: elle tient à la disproportion entre la finitude de nos capacités mentales et la démesure des contextes que nous prétendons pouvoir assumer quotidiennement, par commune vénération pour les outils de puissance<sup>18</sup>.

L'ouvrage d'Ingmar Granstedt d'où est tirée la citation précédente illustre un chapitre perspicace écrit dix ans plus tôt, en pleine euphorie de la société d'abondance, par Georges Friedmann: «L'homme inférieur à ses œuvres»<sup>19</sup>.

L'énorme concentration de pouvoir conféré par l'ordre industriel à la technostructure qui le maintient et l'étend, conduit paradoxalement à son impuissance globale: l'arrogance technicienne qui dompte la formidable puissance de l'énergie nucléaire achoppe, comme à Three Mile Island sur la dérisoire incapacité des techniciens à comprendre et interpréter la profusion d'informations jaillissant soudain des systèmes d'alarme — et sur l'inquiétante incapacité des spécialistes à maîtriser la technologie («Nous sommes comme un couple d'aveugles qui titubent et tourment en rond» déclarait au moment de l'affaire Three Mile Island le président de la commission américaine de réglementation nucléaire...)

Aux risques d'une conflagration sans précédent — et probablement sans suite, faute de combattants — que font peser les accumulations démentielles d'armes biologiques, chimiques et nucléaires fabriquées par la «civilisation» industrielle, s'ajoute, plus insidieuse et banale, la menace invisible et imprévisible des accidents industriels:

La menace industrielle, de haute gravité, inconnue par le passé, est là, entourée du brouillard épais de l'incertitude. Nul ne peut dire aujourd'hui, avec quelque précision, ce qui serait balayé par l'onde de choc d'un désastre tel que nous sommes dorénavant capables d'en produire. En bref, nous sommes entrés dans la civilisation du risque<sup>20</sup>.

Que devient la démocratie, dans nos sociétés en permanent «état de siège technologique»? Deux positions extrêmes s'y affrontent, celle d'une technostructure qui, décrétant «l'état d'urgence économique», souhaite conserver les mains libres pour tenter de maîtriser la machine infernale dont elle détient les commandes:

Certains argumentent que nous avons franchi un cap de façon irréversible. Il n'y a plus de choix, le destin technologique s'impose à nous et seule l'ignorance du plus grand nombre rend dès lors supportable le tragique. Nous sommes condamnés à un développement technologique sans cesse plus risqué supposant que le citoyen soit déchu de ses droits: exclusion du savoir, du pouvoir. Bien sûr, des masques sont à conserver (scolarisation, vote, ...), mais sur l'essentiel — enjeux, incertitudes, choix — le citoyen ne doit plus avoir prise. La nécessité technologique impose pareille nécessité politique<sup>21</sup>.

L'auteur des citations précédentes, Patrick Lagadec, dans sa lucide analyse de la «civilisation du risque», oppose à ce despotisme de la technostructure, un «funambulisme éclairé» ménageant une ouverture des processus de décisions par la consultation publique. Mais il signale une autre voie, impliquant un changement de cap plus radical:

À l'opposé, loin des leviers de commandes économiques et politiques, d'autres groupes opposent un refus radical à ce qu'ils perçoivent comme une logique kamikaze. Ils appellent de leurs vœux des ruptures techniques et culturelles fondamentales<sup>22</sup>.

Le sens de ces ruptures, et leur difficulté, est l'abandon de la volonté de puissance qui caractérise l'idéologie des technostructures industrielles, et se traduit au plan politique par un

18. Ingmar Granstedt, *l'Impasse industrielle*, Paris, Seuil, 1980, 250 p, p. 131.

19. Georges Friedmann, *la Puissance et la sagesse*, Paris, Gallimard, 1970, 503 p, p. 39.

20. Patrick Lagadec, *la Civilisation du risque*, Paris, Seuil, 1981, 242 p, pp. 221-223.

21. *Ibid.*

22. *Ibid.*

changement d'objectif révolutionnaire — non plus prendre le pouvoir, mais en supprimer la concentration, non plus imposer la domination d'autres groupes sur l'ensemble de la société, mais rendre impossible la domination d'aucun groupe sur les autres. Inventer, en somme, une forme de gouvernement éloignée de la dictature du prolétariat tout autant que de la démocratie bourgeoise et de son modèle gréco-latin, où les «hommes libres» dominaient esclaves et femmes ...

il ne s'agit pas seulement d'éliminer l'ancienne classe dominante: sur le sol arasé naît la nouvelle classe et la nouvelle et très vieille domination: il faut donc s'attaquer au problème de la domination dans ses structures mentales et organisationnelles<sup>23</sup>

Ces lignes d'Edgar Morin sont à rapprocher du pronostic d'un autre sociologue engagé, Alain Touraine:

Les contestataires d'aujourd'hui ne deviendront jamais des gouvernants. Nous ne vivrons pas dans une société dominée par les femmes, par les Bretons ou par les écologistes, parce que les mouvements sociaux d'aujourd'hui ne croient plus à la fin de la lutte des classes et à la fin de l'histoire. Il n'y aura pas de lendemains qui chantent et jamais, pas plus que par le passé, le dominé ne deviendra le dominant<sup>24</sup>.

S'il fallait rechercher dans le passé l'image de ce que pourrait être cette démocratie redécouverte, il serait nécessaire de remonter très loin dans le temps, avant même le commencement de l'histoire, et retrouver l'organisation des premiers âges de l'humanité.

Pendant les centaines de milliers d'années que dura cette longue ère paléolithique, l'organisation sociale se résumait probablement à des clans regroupés autour des mères, vivant en complicité avec la nature et dans l'ignorance de la propriété et de la guerre: la préhistoire nous apprend en effet que l'une et l'autre sont sans doute nées à l'époque relativement récente du néolithique, quelques milliers d'années avant notre ère, en même temps que les premières technologies de l'élevage et de la métallurgie. C'est alors qu'aurait eu lieu la première grande révolution sociale, dont l'ordre industriel ne serait que l'ultime aboutissement, celle du patriarcat, décrite en ces termes par Ernest Borneman:

Tout ce qu'il pouvait y avoir de généreux, de maternel, d'indulgent et de fécond dans les racines d'une société de clans libre et égalitaire s'était changé, sous l'influence de la formation des classes sociales, en un horrible culte destructeur et tourné contre lui-même. C'était la mutation d'Eros en Thanatos. L'homme avait payé le progrès économique d'une véritable déchéance morale ou plus exactement, les maîtres avaient présenté la note à leurs sujets<sup>25</sup>.

Les peuples autochtones d'Amérique, ceux du moins qui ont échappé au génocide perpétré par les conquérants européens — et encore poursuivi de nos jours en Amérique latine — ont transmis jusqu'à notre époque leurs traditions d'organisation matrilineaire. La résurgence récente de leur culture en Amérique du Nord, et sa reconnaissance par une minorité clairvoyante des citoyens de la société technicienne, nous offre de précieuses indications sur ce que pourraient être les «chemins de la survie<sup>26</sup>» dans notre «civilisation» de plus en plus précaire. Car ce retour aux sources de l'humanité n'est pas nostalgie d'un «âge d'or» révolu ou prophétique, il permet de relativiser la valeur du modèle antique de l'agora grecque, référence obligée de toute réflexion sur une organisation démocratique de la vie politique.

Les Grecs furent incontestablement les premiers Européens qui cultivèrent systématiquement la différence entre exercice du pouvoir et liberté d'opinion. Le fait que les affaires de la cité soient débattues publiquement servait moins au règlement de ces affaires qu'à l'évacuation des tensions sociales ... C'était davantage une sorte de thérapie de groupe pour la guérison de la névrose sociale qu'une institution pour changer la société ... Dès lors que la «polis» s'étendit au point qu'au sein de l'assemblée du peuple les hommes ne se connaissent plus ni de nom, ni de visage, tout le système s'effondra. Il était littéralement conçu à la mesure de la voix humaine. Dès lors que la place du marché devint trop grande pour que l'orateur puisse être entendu par tous les électeurs, la démocratie sombra<sup>27</sup>.

23. Edgar Morin, *Pour sortir du xx<sup>e</sup> siècle*, Paris, Fernand Nathan, 1981, 380 p., p. 354.

24. Alain Touraine, *Après socialisme*, Paris, Grasset, 1980, 282 p., p. 169.

25. Ernest Borneman, *le Patriarcat*, Paris, Presses universitaires de France, 1979, 310 p., pp. 142 et 231.

26. Édith Patrouilleau, *les Chemins de la survie*, Paris, Comité de soutien aux Indiens d'Amérique du Nord, 1980, 190 p.

27. Ernest Borneman, *op. cit.*

Un tel éclairage de l'antique agora jette une lumière inattendue sur les limites d'une future agora en -tique: même «démassifiée», grâce aux possibilités «interactives» des nouvelles techniques, même ouverte à la libre expression des citoyens par la multiplication des pratiques consultatives ou référendaires, une communication sociale sans prise sur l'organisation de la production sociale — celle des biens, des informations, des techniques — ne serait au mieux qu'une forme perfectionnée de régulation des conflits, au pire qu'une méthode efficace de normalisation totalitaire. Ces limites ont été clairement mises en évidence par les recherches sur les communications de masse, par exemple celles d'Ignacio Ramonet sur la télévision:

Une appropriation démocratique des journaux télévisés ne modifierait point fondamentalement leur nature. Car c'est par son mode de découpage et d'interprétation du monde, plutôt que par le contenu (transformable) des informations, que le téléjournal massifie. Il interdit à chacun de produire une opinion, pour que tous reproduisent l'opinion publique<sup>28</sup>.

Où nous conduit finalement ce long détour par la préhistoire, sur le chemin d'une démocratie future? À ce constat peut-être banal, et pourtant masqué par la fascination qu'exerce le foisonnement des techniques en -tique: il n'existe pas de solution technique aux problèmes politiques. Pour rendre démocratique le fonctionnement dégradé, bureaucratique ou technocratique, des sociétés industrielles, il est impossible d'éviter cette mutation des structures de pouvoir et de production qui a pour nom: révolution. Une révolution toutefois, qui serait elle-même libérée des références passéistes, de l'antiquité grecque au dix-neuvième siècle européen, où s'engluent les idéologies libérales ou socialistes. Une révolution qui, partant de l'état actuel du monde, de son clivage entre peuples nantis et peuples misérables, de sa fragilité devant les risques industriels, de sa domination par une technostructure impuissante mais concentrant tous les pouvoirs, tenterait de restaurer les équilibres compromis entre humanité et nature, entre peuples, et entre groupes sociaux.

#### LES CHEMINS DE LA DÉMOCRATIE

À travers les nombreuses citations qui émaillent cet article, et dont la multiplicité a peut-être agacé le lecteur, j'ai voulu montrer que depuis des horizons divers, les avis convergent vers les mêmes chemins pour sortir de l'impasse industrielle. Observateur critique des sociétés techniciennes depuis trente ans, Jacques Ellul dénombre cinq de ces chemins<sup>29</sup>:

- une reconversion totale de la puissance du monde occidental au bénéfice du tiers monde;
- le choix délibéré de la non-puissance militaire, étatique, économique;
- l'éclatement et la diversification dans tous les domaines (unités administratives, agricoles, industrielles, moyens d'information et de communication, création culturelle ...);
- la réduction drastique du temps du travail salarié au profit d'un temps libéré, à la disposition d'activités autonomes des individus;
- la répartition de la richesse produite par les unités automatisées et informatisées entre tous les membres de la société, qu'ils y travaillent ou non.

On est loin, dans cet énoncé, de considérations sur le formalisme démocratique des institutions ou la propriété publique ou privée des instruments de production — et pourtant, comme le souligne André Gorz, un problème aussi pratique que celui du temps de travail, est au cœur du choix politique fondamental entre l'autonomie des citoyens ou leur soumission à une domination bureaucratique ou technocratique: «La préservation de la norme du plein temps tend fondamentalement à préserver des rapports de domination fondés sur l'éthique du rendement<sup>30</sup>.»

C'est autour des solutions apportées à ces problèmes d'organisation sociale que se joue l'avenir de la démocratie, et c'est par leur biais que les techniques en -tique seront celles du futur: l'urgence d'une intervention des citoyens sur le façonnement de leur société par la technique n'en est que plus grande. Malgré la soumission, encore très majoritaire, de l'opinion publique à la fascination exercée par les performances technologiques («on n'arrête pas le progrès»), des voix s'élèvent néanmoins pour dénoncer le despotisme plus ou moins éclairé de la technostructure: «Notre pouvoir réside non pas dans notre faculté individuelle à nous adapter à ces changements

28. Ignacio Ramonet, *Le chewing-gum des yeux*, Paris, Alain Moreau, 1980, 188 p., p. 63.

29. Jacques Ellul, *Changer de révolution*, Paris, Seuil, 1982, 291 p., pp. 247 à 256.

30. André Gorz, *les Chemins du paradis*, Paris, Galilée, 1983, 249 p., p. 78.

décidés par d'autres, mais dans notre capacité collective à les maîtriser, et à faire en sorte que ce progrès qu'on nous impose encore une fois soit aussi le nôtre<sup>31</sup>.»

Ces lignes sont extraites des actes du colloque sur la télématique tenu à Montréal en février 1983, sous le titre «robot ou rebelle». On y retrouve la revendication d'un contrôle social sur la technologie, réclamé par Alvin Toffler dans son célèbre «choc du futur» à l'orée des années 70. Douze ans plus tard, ce même auteur désigne les «techno-rebelles» comme les «agents de la troisième vague» dont il vante (ou vend?) avec un bel optimisme le potentiel salvateur pour les sociétés parvenues au fond de l'impasse industrielle. Or, force est de constater qu'en douze ans, le contrôle social sur la technologie n'a guère progressé dans aucun état industriel: la mise en place, par exemple aux États-Unis ou en France, d'Offices d'évaluation technologique, dépourvus de pouvoir et parfois de moyens, n'a nullement perturbé les programmes du complexe militaro-industriel qui, dans le secret des états-majors civils ou militaires, décide souverainement de leur orientation. Pourtant, quand la télévision américaine consacre une série d'émissions à la «Troisième Vague», avec la participation de son auteur, mais sans les nuances ni les précautions oratoires de son livre, elle nous restitue un plaidoyer en faveur de la fuite en avant technologique, promue doctrine officielle des gouvernements en quête d'avenir<sup>32</sup>. Aussi faut-il s'interroger sur la portée réelle des professions de foi démocratique que publient les essayistes brillants prisés par les lecteurs des revues comme *Fortune* (Alvin Toffler) ou *l'Expansion* (Joël de ROSNAY). Quand ce dernier déclare:

N'attendons pas que l'avenir nous dise si la démocratie survivra à la seconde révolution industrielle ou si elle périra avec elle; c'est à nous d'effectuer sans heurts, et dès aujourd'hui, une des plus délicates transitions de notre histoire industrielle<sup>33</sup>.

toute la question est de savoir qui ce «nous» désigne:

- Les auteurs de ce type de déclaration?
- Les lecteurs de ce type de revue?
- L'ensemble des citoyens des seuls états industriels?
- L'ensemble des habitants de la planète?

Sans faire procès d'intention à ces auteurs, dont la probité n'est pas en cause ni la sincérité de l'idéal démocratique, il faut bien reconnaître que la portée pratique de leurs œuvres dans le contexte social où elles se situent, à travers les médias qui les véhiculent, est beaucoup plus d'anesthésier que de réanimer un éventuel débat sur l'orientation des développements technologiques: la technostructure au pouvoir dans les «démocraties» occidentales, avec plus de souplesse mais autant de détermination que son homologue des «démocraties» populaires, n'entend pas abandonner la maîtrise du développement industriel et technologique au bénéfice d'un contrôle accru des citoyens. Sans doute convaincus du précepte énoncé par Balzac dès l'apparition de la première technocratie industrielle: «il faut aux peuples un bonheur tout fait<sup>34</sup>», les représentants les plus perspicaces de cette technostructure visent d'abord à mieux faire accepter leur «despotisme éclairé», par le truchement d'une médiatique persuasive.

À cet égard, l'apparition des techniques en -tique ne modifie guère le rapport de force entre les «techno-rebelles» et les technocrates. Aussi la «guerilla informatique» prônée par les enthousiastes du microprocesseur risque-t-elle d'aboutir aux mêmes échecs que, dix ans plus tôt, la «video-guerilla» conduite par les enthousiastes du *portapack* ...

Il est significatif de voir l'importance attachée par les détenteurs du pouvoir technocratique à la prévention des désordres provoqués par «l'effraction» des banques de données ou des réseaux de bureautique: que les «*hold-up* informatiques» dans les fichiers ou les réseaux bancaires se multiplient (par exemple en transférant aussi frauduleusement qu'électroniquement des fonds vers les comptes d'informaticiens astucieux), que des «sabotages électroniques» détériorent les systèmes de gestion des firmes multinationales, voire même les systèmes de défense des forces armées (en y injectant des données aberrantes ou des programmes erronés), et c'est tout l'ordre économique

31. ICEA/CEQ, *Négocier le virage technologique*, Montréal, 1983, 268 p., p. 8.

32. La projection de ce film à l'occasion du colloque organisé par le Parti Québécois en novembre 83, sous le titre «maîtriser le changement» illustre le succès que rencontre dans ces sombres jours de «crise économique» toute promesse de relance par la mutation électronique de l'appareil industriel.

33. Joël de Rosnay, *les Chemins de la vie*, Paris, Seuil, 1983, 190 p., p. 183.

34. Honoré de Balzac, *le Médecin de campagne*, Paris, Librairie générale française, «Livres de poche», 1966, 495 p., p. 234.

et militaire des états industriels qui se trouve menacé. Rares sont les renseignements disponibles sur les «forces de l'ordre électronique» recrutées par le complexe militaro-industriel, mais ils indiquent que des ressources humaines et techniques considérables sont consacrées à la prévention et à la répression des attaques contre «*Big Brother*».

L'arrestation récente à Milwaukee d'une vingtaine de jeunes informaticiens de 14 à 20 ans qui s'amusaient à déjouer les sécurités électroniques d'au moins une soixantaine de systèmes informatiques (bancaires, universitaires et même militaires), montre que la menace de cette «contre-culture informatique» est prise au sérieux, devant la multiplication des «attentats informationnels»: destruction de centres informatiques (par exemple en France, des groupes antinucléaires se sont à plusieurs reprises attaqués aux ordinateurs des firmes associées au programme électronucléaire), détournement d'informations (comme la mésaventure survenue à la succursale montréalaise d'une firme multinationale, dont le système informatique fut saboté à distance par un groupe de jeunes new-yorkais qui en avait trouvé la «clé» d'accès téléphonique,) etc.

Cette focalisation de la violence sur l'appareillage technique ou les contenus informationnels semble *a priori* préférable aux attentats terroristes et à la répression policière. Mais elle risque de conduire très vite à une remise en cause des dispositions, souvent encore insuffisantes, qui protègent les citoyens des nations démocratiques contre l'inquisition électronique: entre la protection de la vie privée des individus et celle des systèmes technologiques menacés par les nouvelles formes de délinquance ou de guérilla, l'arbitrage des technostructures au pouvoir, s'il doit intervenir, ne laisse aucun doute. Pas plus qu'une nation dont l'équilibre énergétique repose sur l'électricité nucléaire ne saurait risquer la perturbation du «cycle de l'uranium» (même au prix d'une surveillance militaire aux différentes étapes de ce cycle), une nation dont l'équilibre économique dépend des systèmes informatiques ne pourra tolérer la dégradation des «réseaux télématiques» (même au prix d'une inquisition totalitaire sur les différents éléments de ces réseaux).

Aussi longtemps que les «technorebelles» resteront une minorité, même agissante, et ne sauront entraîner avec eux un large courant d'opinion, ni mettre en marche un puissant mouvement social contraignant la technostructure à partager son pouvoir, ils en resteront, selon le cas, les alibis ou les martyrs. Prétendre le contraire, «c'est oublier que tous les grands changements d'orientation des stratégies industrielles ont été imposés par la pression de l'opinion publique» rappelaient-je, voici dix ans déjà, en conclusion d'un premier essai sur *Machines à communiquer et mutation des sociétés industrielles*<sup>35</sup>.

Quel groupe de pression parviendra-t-il à rassembler suffisamment de forces pour contraindre le pouvoir écrasant des technocraties militaro-industrielles à céder la place à d'authentiques démocraties? Pour l'imaginer, peut-être faut-il se retourner vers l'agora grecque évoquée en introduction de cet article et vers l'auteur sans doute le plus actuel de l'Antiquité — Aristophane, dans «*Lysistrata*», dans «L'assemblée des femmes», le dramaturge ironise sur la reprise en main par les femmes d'une société que le patriarcat venait alors tout juste de dominer (quelques siècles auparavant, la civilisation crétoise donnait encore l'exemple d'un plus juste équilibre entre les responsabilités sociales des deux sexes).

Or, si l'on en croit certains travaux récents comme ceux de l'historienne Carolyn Merchant<sup>36</sup>, la révolution scientifique et technique des temps modernes ne serait que le moyen le plus récent (et le plus efficace) d'assurer la subordination de la femme à l'homme dans les sociétés industrielles. Les mouvements de femmes, qui ont su braver les pires dictatures militaires en Argentine comme au Salvador, sauront-ils prendre en main l'opposition civique aux apprentis sorciers des technostructures masculines, dans les «démocraties» industrielles?

Gageons que ces mouvements, représentant avec l'appui des «techno-rebelles» mâles, à l'Est comme à l'Ouest, au Nord comme au Sud, la majorité absolue de l'humanité, parviendraient enfin à restaurer des sociétés authentiquement démocratiques, et réaliseraient une prophétie révolutionnaire autant que salutaire; «la femme est l'avenir de l'homme».

35. Gérard Métayer, dans *Une nouvelle civilisation?*, Paris, Gallimard, 1973, 494 p., p. 472.

36. Carolyn Merchant, *The Death of Nature*, San Francisco, Harper and Row, 1983, 348 p.